



ISAM AL-KHAFAJI

***Tormented Births: Passages to Modernity
in Europe and the Middle East***

Londres, I. B. Tauris, 2004,

389 pages.

par Alain Dieckhoff

e nvisagée dans sa dimension économique et désignant donc avant tout l'instauration du capitalisme, la modernité – et son avènement – fait ici l'objet d'une étude comparative entre l'Europe et le Moyen-Orient visant à démontrer l'absence de toute spécificité dans la trajectoire de ce dernier et, plus généralement, de l'ensemble des pays du Tiers Monde. Professeur à l'Université d'Amsterdam – après avoir été contraint à l'exil lors de l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein –, l'auteur soutient que le Moyen-Orient n'échappe pas à cette loi d'airain de l'évolution historique qui veut que l'instauration du système capitaliste passe par des phases clairement identifiées qui doivent aboutir à une transformation de la configuration sociale, transformation caractérisée notamment par l'apparition d'une bourgeoisie industrielle. Considéré au regard du référent européen, le parcours singulier du Moyen-Orient ne refléterait nullement l'existence d'une voie de développement alternative, mais serait uniquement lié à des facteurs contingents, non à des faits de structure. L'auteur récuse donc la plupart des études d'histoire économique du Moyen-Orient (celles de Haïm Gerber, de Joël Beinin ou de Roger Owen¹), qui insistent sur la spécificité des dynamiques économiques au Machrek, spécificité qu'ils attribuent d'ailleurs à des variables diverses (nature de la propriété foncière, type de bourgeoisie, modalités d'intégration à l'économie mondiale). Or, sur ce point, la démonstration d'al-Khafaji, qui souffre d'un recours excessif à une conceptualisation marxiste quelque peu vieillie, peut paraître insuffisamment étayée. Plus gênant encore, le matériel empirique de qualité amassé par l'auteur souligne involontairement combien le Moyen-Orient a connu une trajectoire économique et sociale singulière qui découle justement de faits structurels. Cet

1. Haïm Gerber, *The Social Origins of the Modern Middle East*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1987 ; Joël Beinin, Zachary Lockman, *Workers on the Nile: Nationalism, Communism, Islam and the Egyptian Working Class, 1882-1954*, Princeton, Princeton University press, 1987 ; Roger Owen, *The Middle East in the World Economy, 1800-1914*, Londres, I. B. Tauris, 1993.

ouvrage est donc un objet assez étrange : pas très convaincant dans sa perspective comparative, il est plutôt réussi comme étude de cas approfondie des transformations socio-économiques du Moyen-Orient (étant entendu que l'analyse porte principalement sur l'Égypte, l'Irak et la Syrie).

L'un des changements majeurs qu'a connu la région au XIX^e siècle concerne le régime foncier. D'abord en Égypte sous Muhammad Ali, puis dans les provinces ottomanes de l'Orient arabe, les pouvoirs en place se sont employés à restaurer leur autorité en matière fiscale et ont procédé à l'enregistrement des terres dont 90 % étaient jusqu'alors la propriété de l'État. Ces lois foncières ont conduit à l'apparition d'une nouvelle classe, celle des grands propriétaires terriens : en Égypte, au début du XX^e siècle, 150 000 personnes détenaient les trois quarts des terres tandis que 1,4 million de petits paysans se partageaient le quart restant. Le constat est similaire en Syrie et en Irak. Cette « aristocratie » foncière contrôlait l'administration locale, était sur-représentée dans les parlements et composait l'essentiel du personnel ministériel. Comme al-Khafaji le souligne à juste titre, certains pays d'Europe ont connu une évolution semblable. En Angleterre, au XVIII^e siècle, le mouvement des enclosures a ainsi conduit à l'éviction des petits propriétaires, les *yeomen*, et à une concentration des terres au bénéfice de grands propriétaires qui allaient bientôt prendre le contrôle du système politique. Des processus de même nature sont donc repérables de part et d'autre de la Méditerranée, ce qui invalide effectivement l'hypothèse d'une « exception moyen-orientale ». Toutefois, pour être pleinement valide, la comparaison ne doit pas se contenter de repérer des parallélismes, elle doit également intégrer les dynamiques sociales d'ensemble. Or, au terme de cette opération de contextualisation, il devient impossible de soutenir que la transition vers la modernité au Moyen-Orient ne s'est pas faite selon des modalités particulières.

Au moins deux d'entre elles méritent ici examen. Tout d'abord, si l'essor au XIX^e siècle d'une bourgeoisie marchande au Machrek est incontestable, la faiblesse du réseau bancaire et le manque de crédit qui en découle ont empêché la naissance d'un patronat industriel et partant le développement du capitalisme. Du fait de cette déficience structurelle, l'économie mais aussi la politique sont restées aux mains de notables qui tiraient l'essentiel de leur pouvoir du contrôle de la terre. Il est ensuite une autre particularité du Machrek évidemment connue de l'auteur mais que ce dernier écarte un peu vite : l'intégration précoce de ces pays dans l'économie mondialisée qui s'est mise en place dans les années 1870 en fonction des besoins des économies européennes. Certes, al-Khafaji a raison de ne pas se contenter de l'explication réductrice et un peu paresseuse des théoriciens de la dépendance qui voient dans le « développement inachevé » des pays du Sud la conséquence

de leur exploitation par les pays du Nord. Mais il a tort de tenir pour négligeable le rapport centre-périphérie, car ce dernier a bel et bien conduit à un bouleversement d'envergure au cours du XIX^e siècle : alors qu'à l'origine les échanges de ces pays se limitaient essentiellement au cadre régional, dès 1900, ils étaient dirigés à 90 % vers l'Europe et les États-Unis, ce qui ne pouvait que faire obstacle à l'autonomisation économique desdits pays et entraver fortement la consolidation d'une bourgeoisie industrielle indigène.

Si la dimension comparatiste de l'ouvrage laisse à désirer, les développements nourris que l'auteur consacre aux évolutions socio-économiques – et à leurs prolongements politiques – en Irak, en Syrie et en Égypte aux XIX^e et XX^e siècles recèlent, eux, un véritable intérêt. Associer ces trois pays fait d'autant plus sens qu'ils ont connu une trajectoire d'abord similaire et qui s'est déroulée en trois phases. La première, qui a duré jusque dans les années 1950, a été marquée par la domination des grands propriétaires fonciers. La seconde, qui correspond à l'essor d'un nationalisme arabe revêtant des formes diverses (nassérisme, baasisme...), a vu l'arrivée au pouvoir, *via* des coups d'État militaires, d'une nouvelle catégorie sociale – celle des officiers, pour la plupart fils de petits fonctionnaires ou de paysans modestes, issus de villages ou de villes de province. Ce sont ces nouveaux dirigeants (dont Nasser demeure l'archétype) qui ont mis en œuvre un nationalisme économique radical fondé sur la réforme agraire et la nationalisation des banques et de larges secteurs industriels. Sur l'instauration de ce capitalisme d'État qui a permis à une nouvelle couche sociale de pénétrer au cœur de l'appareil étatique et d'écarter les élites traditionnelles (propriétaires fonciers et marchands), al-Khafaji propose des analyses stimulantes, fondées sur de nombreuses données empiriques. Quant à la troisième phase, celle de l'ouverture économique consentie par les régimes en place pour mieux préserver l'essentiel (le pouvoir politique), son degré d'accomplissement diffère sensiblement d'un pays à l'autre : réalisée en Égypte à l'époque de Sadate, elle n'a été engagée qu'à pas comptés en Irak et en Syrie, dans les années 1990. À partir d'une étude de différents secteurs clefs de l'économie (agro-alimentaire, transports, télécommunications...), l'auteur montre que des privatisations partielles ont pu être opérées grâce à l'alliance entre une nouvelle bourgeoisie d'État – qui tire sa force de sa proximité avec les cercles dirigeants issus des bouleversements des années 1950-1960 – et des pans de l'ancienne bourgeoisie qui, bien que durement frappés par les révolutions nationalistes, sont parvenus à préserver certaines de leurs bases économiques. Il est toutefois douteux que cette entente suffise à permettre l'essor d'un monde arabe qui demeure marginalisé dans l'économie mondiale, faute de s'être suffisamment engagé dans la transformation de ses structures – sociales

notamment. Celles-ci demeurent en effet marquées par des divisions plus verticales qu'horizontales, c'est-à-dire par une segmentation confessionnelle, ethnique et régionale, et non par des clivages entre classes laborieuses et classes dirigeantes. Cette vigueur de la structuration verticale a d'importantes répercussions sur la division du travail. Les pages que l'auteur consacre à la « ville ségréguée » sont, à cet égard, particulièrement éclairantes : jusqu'à la fin des années 1940, les activités professionnelles ont fait l'objet au Machrek d'une forte spécialisation par groupes communautaires. Si cette constitution « d'ethno-classes » est devenue moins visible par la suite, dans la foulée de révolutions qui se voulaient nationales – et donc égalisatrices –, la logique communautaire est loin d'avoir disparu. Or cette logique constitue un sérieux obstacle non seulement à l'émergence d'une citoyenneté démocratique, mais aussi à la modernisation des rapports socio-économiques, deux processus qui ne peuvent aller à leur terme sans un renforcement des dynamiques individuelles. Naissances tourmentées, dit al-Khafaji... Et si le Moyen-Orient était encore dans les douleurs de l'enfantement ? ■

Alain Dieckhoff est directeur de recherche au CNRS, rattaché au CERI - Sciences Po/CNRS. Il travaille actuellement sur les rapports entre citoyenneté, ethnicité et État au Moyen-Orient. Il a dirigé *La constellation des appartenances. Nationalisme, libéralisme et pluralisme* (Paris, Presses de Sciences Po, 2004) et, avec Christophe Jaffrelot, *Revisiting Nationalism. Theories and Processes*, Londres, Hurst, 2005.
Adresse électronique : dieckhoff@ceri-sciences-po.org